

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Historique

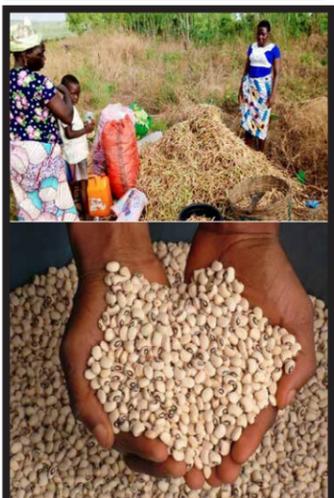
Le marché des cryptomonnaies pèse 3000 milliards de dollars

Certains investisseurs misent à fond sur l'argent virtuel car il leur fait miroiter des gains mirobolants et qu'ils le jugent plus ... • (Page 08)

Taux directeurs

Les Allemands subissent l'inflation et vilipendent la BCE

Les prix flambent dans la première économie européenne ... • (Page 08)



Logement abordable

Les acteurs visent des unités à 10.000 USD



• Le Directeur général de Shelter Afrique, Andrew Chimphondah

• Le ministre rwandais des infrastructures, l'ambassadeur Claver Gatete

Campagne agricole 2020-2021

383 664 tonnes de niébé produit au Togo

• (Page 03)

Villes & Numérique

Une délégation togolaise au sommet de Namur

Sommet consacré aux villes et au numérique en Francophonie. Le Parlement ... • (Page 02)

Golfe de Guinée

Exercices de sécurité maritime aux larges des côtes togolaises

Des exercices de sécurité maritime ont été menés jeudi dernier à Lomé, aux larges des eaux togolaises. ... • (Page 04)

Changement climatique

Les dirigeants invités à intégrer les solutions basées sur la nature

En marge de la 26ème Conférence des Nations unies sur le changement climatique, la Banque africaine de ... • (Page 06)

Football

Gbikinti FC de Bassar a de nouveaux dirigeants

La nouvelle équipe dirigeante de Gbikinti FC a été mise en ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Villes & Numérique

Une délégation togolaise au sommet de Namur

Sommet consacré aux villes et au numérique en Francophonie. Le Parlement de Wallonie en Belgique a accueilli, le 4 novembre 2021, un sommet international organisé par la Ville de Namur en partenariat avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). Le Togo était représenté par Tagba Ataféyinat Tchallim, Secrétaire Général du District Autonome du Grand Lomé (DAGL), la présidente de la Fatière des Communes du Togo (FCT) et Maire de la ville d'Atakpamé, Yawa Kouigan, et le Maire de la ville d'Aného, Me Alexis Aquéréburu.

• Bernard AFAWOUBO

Dans le cadre du partenariat stratégique AIMF-Union européenne et dans la continuité de l'Assemblée générale de l'AIMF tenue à Tunis en décembre 2020, à l'issue de laquelle une Résolution mettant l'accent sur l'importance d'une démarche multi-acteurs a été adoptée, un sommet du numérique s'est tenu à Namur. Le Togo a pris part aux travaux de ce sommet qui ont été ouvert le jeudi 4 novembre dernier en présence de Maxime Prévot, Député-Bourgmestre de Namur, de Pierre Baillet, Secrétaire permanent de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et de Tagba Ataféyinat Tchallim, le Secrétaire général du District Autonome du Grand Lomé (DAGL) qui représentant le Togo. Axé autour du thème : « Le numérique au service du développement des villes et des territoires », les travaux de ce sommet ont connu la participation des acteurs locaux des villes membres de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), des ministres et des administrations nationales, des députés et universitaires, Organisations internationales, Agences nationales et acteurs



de l'innovation sous toutes ses formes entre autres Incubateurs, start-ups, fablabs, coopératives issues des pays européens et de partenaires des autres continents. Le Sommet du Numérique organisé par Namur Capitale, la Wallonie, la Fédération Wallonie Bruxelles et l'AIMF avec l'appui de l'Union européenne met de la contribution du numérique au développement des villes au cœur du débat. « Les villes et les autorités locales sont des actrices importantes des transitions numériques qui s'opèrent dans le monde. Les réponses qu'elles apportent doivent être articulées avec les différents acteurs, des start-ups jusqu'aux Gouvernements et aux Organisations Internationales. Avec, pour objectif, la mise en œuvre de transitions numériques choisies, et non pas subies, afin de promouvoir

un numérique au service du développement des territoires, de l'innovation et de l'emploi des jeunes, un numérique sûr et respectueux des données personnelles » a indiqué Maxime Prévot, Député-Bourgmestre de Namur. Un Square de la Francophonie a été inauguré, en marge de ce sommet, en hommage aux valeurs communes qui unissent les acteurs et partenaires des pays francophones. Aussi, les participants ont-ils pris part, le vendredi dernier au Festival international des cultures numériques et créatives (KIKK Festival) à Namur. En dehors du DAGL, le Togo est représenté à ce sommet par la présidente de la Fatière des Communes du Togo (FCT) et Maire de la ville d'Atakpamé, Mme Yawa Kouigan, et le Maire de la ville d'Aného, Me Alexis Aquéréburu.



AUX DÉCIDEURS...

Ne pas confondre vaches et voitures

Avec les dirigeants mondiaux réunis pour le sommet COP26 à Glasgow en Ecosse, on parle beaucoup d'émissions de méthane et d'éruclations de vaches. Le Global Methane Pledge, mené par les États-Unis et l'UE et maintenant avec de nombreux pays signataires, vise à réduire les émissions de méthane de 30 % d'ici 2030. Ceci est considéré comme une « victoire rapide » pour réduire le réchauffement climatique et aura des implications majeures pour la production animale.

L'élevage serait-il devenu le méchant du changement climatique ? Certains chercheurs affirment que 14,5 % de toutes les émissions d'origine humaine proviennent du bétail, directement ou indirectement. De nombreux appels ont été lancés pour des changements radicaux dans la production animale et l'alimentation à l'échelle mondiale pour faire face au chaos climatique. Mais quel bétail, où ? Comme le soutient un nouveau rapport, il est d'une importance vitale de différencier les systèmes de production.

Tous les laits et viandes ne sont pas identiques. Les systèmes pastoraux extensifs, souvent mobiles – du type couramment observé sur le continent africain, ainsi qu'en Asie, en Amérique latine et en Europe – ont des effets extrêmement différents de la production animale industrielle contenue et intensive.

Certains types de production animale, notamment ceux utilisant des systèmes industriels, sont certainement très dommageables pour l'environnement. Ils génèrent d'importantes émissions de gaz à effet de serre et provoquent une grave pollution des eaux. Ils contribuent également à la déforestation à travers la demande d'aliments pour animaux et l'expansion des zones de pâturage, par exemple. Et, réduire la quantité d'aliments d'origine animale dans les régimes alimentaires, que ce soit dans le nord ou le sud de la planète, a beaucoup de sens, à la fois pour l'environnement et pour la santé des personnes.

Mais les systèmes industriels ne sont qu'un type de production animale. Et les chiffres agrégés des émissions ne permettent pas de saisir les nuances de cette réalité. En examinant les évaluations du cycle de vie – une technique largement utilisée pour évaluer les impacts sur le changement climatique de différents systèmes agroalimentaires – nous avons trouvé des lacunes et des hypothèses importantes.

Il est également important de savoir quelle ligne de base est utilisée. Les systèmes pastoraux peuvent ne pas entraîner d'émissions supplémentaires par rapport à une référence « naturelle ». Par exemple, dans les systèmes extensifs en Afrique, le bétail domestique remplace la faune qui émet des quantités comparables de gaz à effet de serre. En revanche, les systèmes industriels génèrent clairement des impacts supplémentaires, ajoutant des coûts environnementaux importants à travers les émissions de méthane provenant de la production, l'importation d'aliments pour animaux, la concentration des déchets d'élevage et l'utilisation de combustibles fossiles dans les transports et les infrastructures coulées.

Une évaluation plus complète est nécessaire. L'élevage extensif contribue aux émissions, mais il est simultanément vrai qu'il produit de multiples avantages environnementaux, notamment grâce à la séquestration du carbone, à l'amélioration de la biodiversité et à l'amélioration des paysages.

Les aliments d'origine animale sont également vitaux pour la nutrition, fournissant des protéines à haute densité et d'autres nutriments, en particulier pour les populations à faible revenu et vulnérables et dans les endroits où les cultures ne peuvent pas être produites.

Partout dans le monde, le bétail – bovins, ovins, caprins, chameaux, yacks, lamas et plus – fournit des revenus et des moyens de subsistance à de nombreuses personnes. Les parcours du monde représentent plus de la moitié de la surface terrestre mondiale et abritent plusieurs millions de personnes.

Alors que les pays s'engagent à réduire les émissions de méthane, un débat plus sophistiqué est nécessaire de toute urgence, de peur que des injustices majeures n'en résultent. Le danger est qu'à mesure que des réglementations sont élaborées, des procédures de vérification approuvées et des systèmes de notification lancés, les systèmes d'élevage en Afrique et ailleurs soient pénalisés, avec des conséquences majeures pour les moyens de subsistance des pauvres.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Logement abordable

Les acteurs visent des unités à 10.000 USD

Les parties prenantes du secteur du logement explorent les moyens d'améliorer l'accessibilité financière des unités de logement pour tenter de remédier à la pénurie de logements en Afrique. S'exprimant à la fin de la 37^{ème} Assemblée Générale Annuelle et conférence de l'Union africaine pour le financement de l'habitat (AUHF) qui s'est tenue à Kigali, au Rwanda, du 2 au 4 novembre, sous le thème « Nouvelles frontières pour le logement abordable », le Président de l'AUHF et Directeur général de Shelter Afrique, Andrew Chimphondah, a noté que l'un des principaux enseignements de la conférence était que le développement d'unités de logement avec un prix de vente de 10 000 USD ou moins est fortement possible.

• Joël YANCLO

La conférence annuelle de l'AUHF de cette année a fourni une plateforme très critique pour l'apprentissage global, le partage des idées, le réseautage et la mise en évidence des tendances dans le secteur du logement abordable en Afrique, qui connaît une croissance rapide. Parmi les principales tendances abordées lors de la conférence de cette année, citons les innovations en matière de souscription pour les revenus informels, les possibilités offertes par la technologie immobilière, les approches de financement nouvelles et innovantes, le logement écologique et résilient au changement climatique, le développement des marchés de capitaux locaux, l'amélioration de l'efficacité et de la performance de la chaîne de valeur du logement sur le continent africain et, surtout, l'intensification des efforts visant à fournir des logements exceptionnellement abordables dont le prix de vente est inférieur à 10.000 USD », a déclaré M. Chimphondah. « Dans un environnement post-Covid où les ressources de chacun sont limitées, nous devons faire plus avec beaucoup moins. Cela signifie que nous devons améliorer l'efficacité de notre secteur du logement et les processus qu'il implique afin de réduire considérablement le coût de la construction et d'améliorer l'accessibilité financière », a ajouté M. Chimphondah. La conférence, qui a attiré plus de 550 participants du

monde entier, a été présidée par le Ministre rwandais des infrastructures, l'Ambassadeur Claver Gatete, qui a fait part de l'ambitieux programme rwandais en matière de logement abordable. « Le gouvernement rwandais a également introduit diverses mesures d'incitation au logement, telles que des subventions d'infrastructure de 100 % pour les développements de logements de haute qualité à faible coût dont les prix de vente ne doivent pas dépasser 35.000 USD », a déclaré l'Ambassadeur Gatete. De l'innovation et de la technologie à travers le système de logement, la conférence a également permis à des institutions de premier plan telles que Shelter Afrique, UN Habitat, la Banque africaine de développement, iLima Foundry, le Centre for Affordable Housing Finance (CAHF), Reall et d'autres d'annoncer des initiatives et des développements révolutionnaires susceptibles d'accélérer la mise en place de solutions durables en matière de logement abordable sur le continent. « La conférence a également permis aux leaders mondiaux de partager leurs meilleures pratiques et aux promoteurs locaux d'avoir accès à des idées, des technologies et des contacts panafricains et internationaux. Nous espérons que ces nouvelles idées accéléreront le développement du secteur du logement abordable sur le continent », a déclaré Kecia Rust, directrice exécutive du Centre for Affordable Housing Finance, qui est égale-



ment membre du secrétariat de l'AUHF.

Déclaration de Kigali

Lors de la conférence, les membres ont publié la Déclaration de Kigali pour le logement abordable en Afrique, exprimant leur engagement à travailler ensemble en tirant parti de leurs diverses capacités, traçant de nouvelles frontières dans la fourniture de logements abordables sur le continent et dans les pays individuels. « La déclaration énonce les principaux engagements de l'AUHF et de ses membres, et invite les gouvernements, les institutions de financement du développement, les organisations de soutien et les autres acteurs du secteur du logement abordable en Afrique à travailler ensemble pour atteindre ces objectifs », a conclu M. Chimphondah.

À propos de l'AUHF

Depuis sa création en 1984, l'AUHF est devenue une association industrielle de banques hypothécaires, de

sociétés de construction, de sociétés de logement, d'institutions de financement du développement et d'autres organisations impliquées dans la mobilisation de fonds pour l'hébergement et le logement sur le continent africain. En

tant qu'organisme sectoriel, l'AUHF encourage le développement de marchés du logement efficaces et la fourniture de logements abordables dans toute l'Afrique, en travaillant dans l'intérêt de ses membres et du secteur dans son ensemble. L'AUHF est dirigée par un Conseil d'administration composé de leaders de l'industrie élus tous les deux ans lors de son Assemblée Générale Annuelle. Le Centre for Affordable Housing Finance in Africa (CAHF), basé en Afrique du Sud, fait office de secrétariat de l'AUHF.



• Le Directeur général de Shelter Afrique, Andrew Chimphondah



• Le ministre rwandais des infrastructures, l'ambassadeur Claver Gatete

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Campagne agricole 2020-2021

383 664 tonnes de niébé produit au Togo

Au Togo, la production nationale de niébé pour la campagne agricole 2020-2021, est de 383 664 tonnes selon la Direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural.

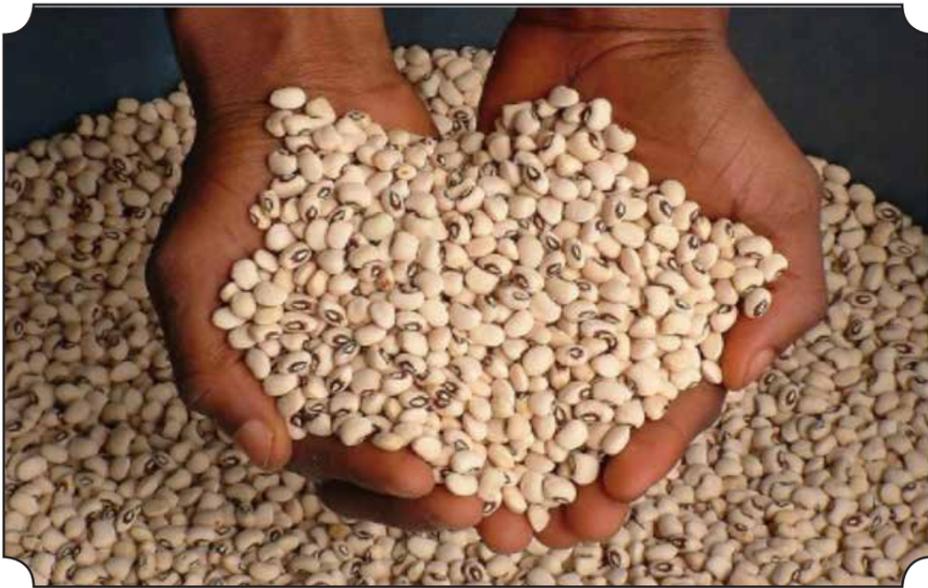


● Joël YANCLO

Le niébé joue un rôle non négligeable dans la sécurité alimentaire au Togo. Un aliment presque complet et équilibré en éléments nutritifs. Le niébé procure l'essentiel des protéines et des vitamines telles que l'acide folique, des microéléments tels que le fer, le calcium, le zinc et aussi des carbohydrates. La production nationale pour la campagne agricole 2020-2021, est de 383 664 tonnes selon la Direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID). La production de cette légumineuse va sensiblement augmenter pour cette campagne agricole 2021-2022 avec l'installation des zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) et la diffusion de nouvelles variétés. Les variétés courantes sont VITOCO, VITA5

et certaines accessions locales. Il existe également de nouvelles variétés mis à la disposition des producteurs par l'ITRA. Il s'agit de NAFI SAM et WANG-KAI, tolérantes au striga, avec un cycle de 80 jours plus précoce que les anciennes variétés. La récolte du niébé a commencé dans certaines zones du nord Togo notamment sur les ZAAP. Les producteurs sont à pied d'œuvre pour récolter cette importante légumineuse à graines. C'est un aliment de base apprécié au Togo car ses feuilles, gousses vertes et graines sèches peuvent être consommées et commercialisées. La récolte de niébé se fait lorsque la grande partie des gousses deviennent jaunes clair. En ce moment les gousses sont plus ou moins bien sèches et facile à détacher. Le producteur peut faire 2 à 3 passages de récolte pour récolter toutes les

gousses dans son champ. Après la récolte les gousses sont exposées au soleil sur des claies, bâches ou une aire aménagée pendant 7 à 10 jours pour extraire facilement les graines. On arrête le séchage quand les gousses ont une couleur brune ou une couleur de paille. Quand les gousses sont assez sèches, on décortique par battage léger. Le plus souvent, ce sont les femmes qui assurent la récolte et la vente. Attention !!! il faut protéger les gousses et les gaines contre les animaux. Pour toute information utile contactez : Dr Banla Essohou Mondom (banlaessohou@yahoo.fr), Tchabana Bèrè (tchabana@yahoo.fr), Dr Akata Eyanawa (jacko9145@yahoo.com), Dr Kpémoua Kossi (kossi.kpemoua@gmail.com), Dr Lombo Yao (yaolombo@yahoo.fr).



Activité du Médiateur de la République

Awa Nana présente ses nouvelles missions à Victoire Dogbé

Le Médiateur de la République Awa Nana-Daboya, a été reçu en audience le 5 novembre 2021 par le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé pour la présentation de ses nouvelles missions.

● Eyram AKAKPO

Nommée depuis le 25 août 2021, le Médiateur de la République Awa Nana-Daboya, a véritablement pris fonction le 25 octobre dernier après avoir prêté serment devant la Cour constitutionnelle. Chez la cheffe du gouvernement, Awa Nana a présenté ses nouvelles tâches. « Cette mission, c'est recevoir les déclarations des biens des hautes personnalités, des hauts fonctionnaires et des autres assujettis tels que mentionné dans la loi. Je suis venue officiellement remettre la loi qui est aujourd'hui imprimée à Son Excellence Madame le Premier Ministre. Au plus tard en janvier 2022, je dois moi-même faire ma déclaration de biens au niveau de la Cour constitutionnelle en remplissant ce formulaire que la Cour constitutionnelle va ensuite mettre sous cachet et sous plis fermé assisté d'assesseurs, de greffiers et d'huissiers de justice », a-t-elle expliqué à l'issue de l'entretien. « Il faut démarrer et le plus tôt serait le mieux », a ajouté le Médiateur de la République. Les deux personnalités ont également abordé la question de la médiation entre les citoyens et les administrations. Thématique chère au Gouvernement. L'occasion était aussi pour le



premier ministre d'inciter à une réflexion sur la digitalisation des procédures qui seront mises en place afin de toucher tous les compatriotes. Le Médiateur de la République a pour mission de recevoir la déclaration des biens et avoirs des hautes personnalités, hauts fonctionnaires et agents publics. Il a également la possibilité de faire mener des enquêtes ou investigations pour s'assurer d'une part, de la jus-

tesse, de l'équité et de la qualité des services publics pour aider à une administration publique, juste, équitable et de qualité au service des citoyens. Le mandat du médiateur de la République est désormais fixé à 3 ans renouvelables une seule fois. Awa Nana-Daboya haut magistrat, est aussi la présidente du Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN).



Golfe de Guinée

Exercices de sécurité maritime aux larges des côtes togolaises

Des exercices de sécurité maritime ont été menés jeudi dernier à Lomé, aux larges des eaux togolaises. C'était dans le cadre d'une opération à l'initiative de la France, en collaboration avec une vingtaine de pays africains de l'océan Atlantique (Afrique de l'Ouest et Centrale), pour renforcer la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée.

Selon les informations, l'opération simulait un navire de commerce qui subissait une voie d'eau (l'envahissement d'un bateau par de l'eau), et appelait au secours le Togo, en tant qu'Etat côtier, pour lui porter assistance. Dans un scénario dit de "Search & Rescue", cet appel au secours sera capté par le centre opérationnel de la marine nationale, qui se mobilise pour répondre à cette menace. Suite à l'intervention, les forces togolaises constatent que le problème ne se limitait pas à une voie d'eau et qu'il y

avait aussi trois personnes blessées ainsi qu'une expansion de monoxyde de carbone, comme l'expliquent les organisateurs de cet exercice. « Cet exercice a pour objectif d'appuyer l'architecture de Yaoundé, qui a été créée en 2013 à l'initiative des Etats africains de la Cedeao [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ndlr], de la CEAC [Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ndlr] et de la CGG [Commission du Golfe de Guinée, ndlr], afin de mieux se coordonner pour mieux lutter notamment

contre la piraterie mais aussi la pêche illicite, la pollution et les différentes menaces qu'il peut y avoir dans le golfe de Guinée. », indique le Capitaine de Corvette Patrick Nouette, Conseiller auprès de la marine togolaise et du Haut Conseil pour la mer, dans le cadre de ces simulations. Par ailleurs, c'était l'occasion de « remercier et féliciter l'État togolais et ses administrations, pour son fort engagement aujourd'hui dans le cadre de cet exercice », avait ajouté l'expert français.

Avec Togo First

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



**UNE 1^{ÈRE} AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM DÉJÀ
DISPONIBLE EN RÉGION À CINKASSÉ, DAPAONG,
KARA, SOKODÉ, ATAKPAMÉ & ANÉHO**



*Démandez votre fibre
en agence Togocom !*



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



Changement climatique

Les dirigeants invités à intégrer les solutions basées sur la nature

En marge de la 26ème Conférence des Nations unies sur le changement climatique, la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont annoncé, le 4 novembre, la publication prochaine d'un rapport sur les solutions basées sur la nature et l'adaptation au changement climatique. Les deux institutions ont appelé les dirigeants africains à intégrer les solutions basées sur la nature dans les plans de lutte contre le changement climatique.

● Nicole ESSO

Le rapport intitulé, « Les solutions basées sur la nature pour l'adaptation en Afrique » indique que « les sécheresses et les inondations causent environ 70% des pertes économiques et 80% des décès liés aux catastrophes ». La Banque africaine de développement a donné la priorité au financement de l'adaptation dans son action climatique et son soutien aux pays membres régionaux en Afrique a soutenu le chef de Division des analyses politiques au Centre des ressources naturelles Vanessa Ushie. « Nous sommes la seule BMD à atteindre la parité dans le financement de l'adaptation au climat et de l'atténuation, depuis 2018. La priorité pour les cinq prochaines années est d'intensifier les investissements verts et sensibles à la nature qui peuvent soutenir une transition climatique juste en Afrique. Pour inscrire la nature dans le développement durable, nous avons adopté trois modes d'intervention : des solutions et des approches basées sur la nature, des financements et des investissements basés sur la nature, et une meilleure valorisation de la nature » a-t-elle précisé. Pour la directrice du Fonds mondial pour la nature pour la région Afrique, Alice Rumweza, l'heure a sonné pour des décisions concrètes compte tenu des effets néfastes des inondations et de la sécheresse observés dans de nombreux pays du continent. Elle a cité l'exemple de Madagascar qui est en passe de devenir le premier cas de famine survenue du fait du changement climatique. Mme Rumweza a évoqué le rapport du Groupe international des experts sur le climat (GIEC) qui annonce des lendemains difficiles si rien n'est fait pour stopper le réchauffement climatique. Les défis à relever seront plus nombreux pour le continent qui, en 2021, compte près de 39 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, a-t-elle souligné.



Selon le rapport, l'Afrique court le risque d'une baisse de productivité agricole avec comme conséquences l'insécurité alimentaire et la famine. Sur le plan sanitaire, il y a la montée des épidémies et des maladies telles que le paludisme, le choléra, la dengue, sans oublier l'émergence des zoonoses comme la fièvre à Ébola et la pandémie de Covid-19 qui a paralysé l'économie mondiale depuis près de deux ans. Dans les zones côtières, la menace permanente des inondations et la salinisation des terres arables, font également planer le spectre de l'insécurité alimentaire. Le rapport souligne toutefois que les économies africaines continuent de faire preuve de résilience et de ténacité dans l'adaptation aux chocs y compris ceux dus aux impacts du changement climatique et aggravés par le Covid-19. Des initiatives louables sont en cours, telles que la construction de la centrale de Ouarzazate au Maroc, la plus grande centrale solaire de la planète, la Grande muraille verte dans les pays du Sahel, l'économie bleue au Cap-Vert ou encore la bande verte dans la partie australe du continent. Il faudrait environ 3000 milliards de dollars américains d'investissements dans les trente prochaines années pour réduire le niveau de pollution d'ici à 2050. Les énergies renouvelables permettent à elles seules de créer 3,8 millions d'emplois et de réduire la pollution de 611 Mt Co2, un objectif envisageable d'ici à 2050. L'Afrique a besoin de 259 à 407 millions de dollars américains pour s'adapter au changement climatique entre 2020 et 2030.

Des réalisations

encourageantes

Les réalisations des pays africains contre le changement climatique sont encourageantes par rapport au reste du monde. Tous les pays du continent ont soumis leur première Contribution déterminée au niveau national (CDN), et 38 d'entre eux ont soumis leur CDN révisée, tandis que 44 développent leur Plan d'adaptation au changement climatique et deux ont soumis leur stratégie de développement à long terme de leur plus bas niveau d'émission de gaz à effet de serre. Avec l'appui des partenaires, onze pays africains procèdent au développement de leur stratégies à long terme de développement à faible émissions de gaz à effet de serre (LT-LEDS). Quelques CDN améliorées ont retenu l'attention du rapport. Celle du Maroc qui accredit quatre entités dont les banques pour le financement climat, celle du Liberia qui inclut les inventaires des émissions, les cibles d'atténuation, la finance et les impacts-climat entre autres. Aux Seychelles, les capacités des jeunes ont été renforcées en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et au Nigeria, l'accent a été mis sur l'engagement du secteur privé pour l'action climatique et le mécanisme de financement des infrastructures vertes. Les défis majeurs restent la mise en œuvre des CDN, surtout leur alignement aux politiques nationales d'investissement et la difficulté à développer un système de mesure, notification et vérification (Monitoring, reporting and verification) qui permet d'accéder à des financements internationaux, en particulier ceux ciblant les projets d'atténuation des gaz à effet de serre.

Mali

La Cédéao prend des sanctions contre les autorités de la transition

Ce dimanche 7 novembre, à Accra (Ghana), s'est tenu un sommet extraordinaire de la Cédéao sur l'évolution des situations politiques en Guinée et au Mali. A l'issue des travaux, la conférence des chefs d'Etat a décidé procéder à un durcissement des sanctions individuelles contre les autorités de la transition maliennes et par la suite, a fixé des résolutions.

Il y a eu de longues discussions sur le Mali à Accra, selon Jean-Claude Kassi Brou, le président de la Commission de la Cédéao. Deux constats ont été dressés. D'abord, la situation sécuritaire s'est dégradée. Et il faut aider le Mali sur ce point, a-t-il fait savoir. Deuxièmement, au sujet du processus électoral, le gouvernement malien a officiellement informé l'organisation régionale de son incapacité à tenir les élections dans les délais prévus. Pour sa part, la Cédéao a estimé qu'il fallait absolument maintenir la date du 27 février 2022, puisqu'elle était retenue par les auteurs du coup d'État à Bamako.



Décision a donc été prise de sanctionner sans délai : « toutes les autorités de la transition sont concernées par les sanctions qui vont rentrer en application immédiatement ». Il y a une interdiction de voyages, des avoirs financiers et cela va affecter également, selon la Cédéao, leurs

familles via d'autres détails. Par ailleurs, la Cédéao a condamné l'expulsion de son représentant permanent à Bamako dans ce contexte critique, et appelle les autorités de la transition à maintenir l'esprit de dialogue et de collaboration avec la Commission pour assurer une transition réussie.

Entreprendre

John Dumelo se lance dans la transformation de gingembre

Célèbre acteur de cinéma, le Ghanéen John Dumelo se passionne pour l'agriculture depuis quelques années déjà. Il vient de lancer une marque de gingembre transformé sous le nom Melo Foods.

Contenue dans des bocaux en verre, la patte de gingembre distribuée sous la marque Melo Foods se veut un produit organique et bio, sans ajout de conservateurs. C'est sur sa page Facebook que John Dumelo a annoncé avoir lancé sa marque de gingembre le 5 novembre dernier. Cette annonce intervient après que l'entrepreneur ait récolté environ 3 tonnes de gingembre dans sa ferme plutôt cette année. John Dumelo s'est lancé dans l'entrepreneuriat en 2012, parallèlement à la politique et à sa carrière d'acteur. Acteur plusieurs fois primé et reconnu à l'international, il est aussi ambassadeur des Nations unies (ONU). En plus de sa marque agroalimentaire Melo Foods, il est le fondateur de la John Dumelo Foundation et le premier citoyen ghanéen à avoir atteint un million de likes sur Facebook en 2014. Il possède une grande étendue de terre où il élève des animaux. Il cultive aussi des denrées comme le maïs, les haricots, la laitue, les concombres, à des fins commerciales. L'acteur âgé de 37 ans s'aventure dans la transformation alimentaire qui n'est pas chose nouvelle pour lui, puisqu'il est devenu



un défenseur de l'agriculture, appelant le gouvernement à faire de cette filière un outil principal pour employer les millions de chômeurs au Ghana. L'entrepreneur a également conseillé à plusieurs reprises au gouvernement d'aider les agriculteurs à s'éloigner de l'agriculture traditionnelle et d'ajouter la transformation aux matières premières. Au lieu de vendre la denrée agricole à l'état brut, comme c'est généralement le cas, il a choisi d'y ajouter de la valeur en la transformant en produit industriel. L'initiative de John Dumelo est encouragée par ses collègues et par de nombreux africains qui suivent son actualité sur les réseaux sociaux. « Supportons-le en achetant les produits fabriqués au Ghana », « Bientôt sur tous les marchés », peut-on lire dans les commentaires sous sa publication. Conscients de son potentiel, les jeunes Africains sont de plus en plus

nombreux à se tourner vers l'agriculture. John Dumelo croit fermement au développement du continent par le biais de l'agriculture. Pour lui, l'Afrique a besoin d'une approche technologique plus performante pour une révolution agricole digne de ce nom. « Nous ne pouvons pas rivaliser avec l'Occident avec un coutelas et une houe. Nous parlons de sécurité alimentaire sur le continent africain mais nous ne sommes pas prêts à prendre des risques. L'Afrique possède les plus grandes terres arables du monde, mais nous importons des denrées alimentaires d'une valeur de plusieurs milliards de dollars chaque année. Environ 60% de nos terres sont incultes et d'ici 2025, l'Afrique importera pour 110 milliards de dollars de produits alimentaires. Il est temps pour nous de tirer profit de cela » avait-il affirmé.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	145,36
Variation Jour	↓ -0,83 %
Variation annuelle	↑ 11,06 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

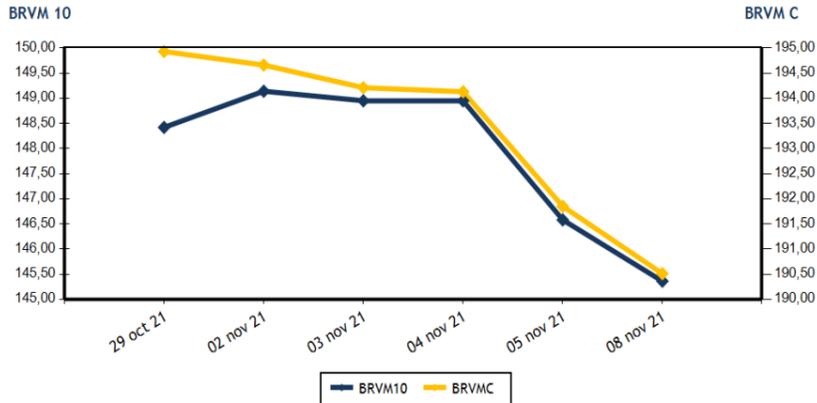
N° 214

lundi 8 novembre 2021

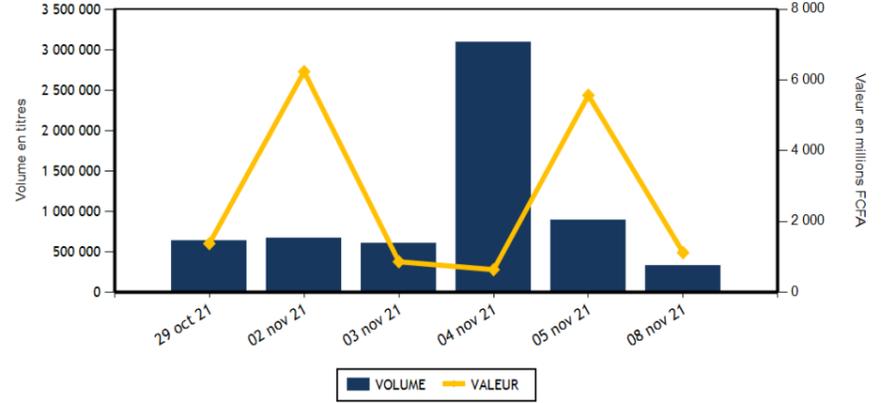
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	190,51
Variation Jour	↓ -0,70 %
Variation annuelle	↑ 31,05 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 732 732 931 951	-0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	244 744	-36,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	301 090 464	-23,66 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	7	-30,00 %
Nombre de titres en baisse	16	-23,81 %
Nombre de titres inchangés	18	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 080 259 003 821	-0,23 %
Volume échangé	81 818	-83,71 %
Valeur transigée (FCFA)	816 724 250	-84,21 %
Nombre de titres transigés	8	-38,46 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 185	5,80 %	17,33 %
SAPH CI (SPHC)	5 550	4,72 %	296,43 %
SITAB CI (STBC)	5 095	4,30 %	861,32 %
TOTAL SN (TTLS)	1 915	1,32 %	6,39 %
CIE CI (CIEC)	2 000	0,76 %	33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 000	-6,76 %	25,79 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 100	-4,35 %	205,56 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	-3,85 %	67,22 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	635	-3,05 %	176,09 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	800	-3,03 %	33,33 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	98,96	0,13 %	172,99 %	33 576	87 576 830	22,39
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	446,94	-0,94 %	8,88 %	14 907	43 008 390	7,95
BRVM - FINANCES	15	70,33	-0,34 %	17,24 %	168 130	126 308 330	13,93
BRVM - TRANSPORT	2	498,02	0,00 %	31,51 %	1 035	2 077 350	8,29
BRVM - AGRICULTURE	5	248,96	0,96 %	187,68 %	7 597	27 040 055	15,96
BRVM - DISTRIBUTION	7	381,08	-3,70 %	68,30 %	10 601	14 207 325	24,31
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	919,24	0,00 %	166,07 %	0	0	4,31
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,22	
Taux de rendement moyen du marché	6,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,37	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	313 656,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 625 772 732,12	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,84	
Ratio moyen de satisfaction	60,00	
Ratio moyen de tendance	3 254,28	
Ratio moyen de couverture	3,07	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	1,67	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Historique

Le marché des cryptomonnaies pèse 3000 milliards de dollars

Certains investisseurs misent à fond sur l'argent virtuel car il leur fait miroiter des gains mirobolants et qu'ils le jugent plus sûr pour se protéger de l'inflation. Les experts craignent une bulle financière.

Le marché des cryptomonnaies a dépassé lundi 3000 milliards de dollars pour la première fois de son histoire, entre appétit accru de la finance traditionnelle et emballement d'investisseurs, attirés par des hausses étourdissantes et inquiets de l'inflation. Le marché des cryptomonnaies représentait lundi vers 11 h à Paris 3007 milliards de dollars, selon le site CoinGecko, qui suit le marché de plus de 10'000 cryptomonnaies. Comme parfois sur ce secteur, les analystes peinaient à trouver une explication à la hausse marquée des prix lundi. «Le marché des cryptomonnaies gonfle à une vitesse ahurissante», explique Ipek Ozkardeskaya, analyste marchés chez SwissQuote, qui estime qu'il y a «une part de spéculation et une part de réalité». Les marchés américains ont depuis fin octobre accès à un produit indicatif (ETF) adossé au bitcoin, qui permet à des investisseurs de parier sur l'essor de la première cryptomonnaie sans sortir de Wall Street. Par ailleurs, contrairement à l'euro ou au dollar, le nombre de bitcoins a été fixé à 21 millions, qui sont émis graduellement, une règle impossible à changer sans contrôler l'intégralité du réseau décentralisé. Certains investisseurs estiment donc que les cryptomonnaies sont donc un moyen de se protéger de l'inflation, qui monte



• **Le marché du bitcoin, de l'ethereum et du Doge Coin, entre autres cryptomonnaies, est en plein boom, mais gare à la descente, préviennent les experts financiers. REUTERS**

en Europe et en Amérique du Nord. «C'est une stratégie extrêmement risquée vu à quel point la cryptomonnaie est volatile et que sa valeur peut souffrir de pressions venues des régulateurs, ou même de commentaires sur les réseaux sociaux», prévient dans une note Susannah Streeter, analyste marchés chez Hargreaves Lansdown.

L'ethereum s'envole

Le bitcoin (+5% à 66'035 dollars vers 11 h 10, heure suisse) s'approchait de son plus haut historique tandis que l'ethereum, deuxième cryptomonnaie en taille de marché, prenait 2% à 4727 dollars, après s'être envolé plus tôt à un nouveau sommet à 4768 dollars. Le bitcoin et

l'ethereum représentent respectivement plus de 40% et un peu moins de 20% du marché, et la volatilité est encore exacerbée pour les plus petites cryptomonnaies. Le Shiba Inu, un cryptoactif créé pour rivaliser avec le Doge coin, lui-même basé sur une plaisanterie, avait atteint fin octobre une taille théorique de 40 milliards de dollars, devenant la dixième plus grande cryptomonnaie. Mais en quelques jours, près de 10 milliards de dollars se sont évaporés. «Il est peu probable que les champions d'aujourd'hui soient les survivants de demain», souligne Ipek Ozkardeskaya, qui craint «une bulle du même type que celle d'internet», dans les années 2000.

(AFP)

Économie

Les prix mondiaux des aliments sont au plus haut depuis juillet 2011

Les prix du blé et des huiles végétales ont encore progressé en octobre, rapporte jeudi, l'Organisation des Nations unies. Ceux de la viande, en revanche, sont en baisse.

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont encore progressé vigoureusement en octobre, atteignant leur plus haut niveau depuis juillet 2011, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté de 3% par rapport à septembre, à 133,2 points. Sur un an la hausse est de 31,3%, précise l'organisation, dans un communiqué. L'indicateur, qui mesure la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de produits alimentaires de base, continue à se rapprocher de son niveau record (137,6 points), enregistré en février 2011.

Récoltes réduites

Pour le cinquième mois consécutif, le prix du blé a



• **Le prix du blé a augmenté en octobre, prenant 5% sur un mois et 38,3% sur un an. Cette hausse s'explique par des tensions sur l'offre en raison de récoltes réduites dans les principaux pays exportateurs, selon la FAO. Photo d'illustration/AFP**

augmenté en octobre, prenant 5% sur un mois et 38,3% sur un an. Il est à son plus haut depuis novembre 2012. Cette hausse s'explique notamment par des tensions sur l'offre en raison «de récoltes réduites dans les principaux pays exportateurs, notamment le Canada, la Russie et les États-Unis», selon la FAO. Pour sa part,

le prix des huiles végétales a bondi de 9,6% sur un mois, atteignant un plus haut historique. Celui de l'huile de palme a ainsi progressé pour le quatrième mois consécutif. En revanche, l'indice FAO des prix de la viande a baissé de 0,7% par rapport à septembre.

(AFP)

Taux directeurs

Les Allemands subissent l'inflation et vilipendent la BCE

Les prix flambent dans la première économie européenne où l'inflation atteint 5%, du jamais-vu depuis 30 ans.

L'inflation galopante en Allemagne, Simon Wendland, jeune papa, la ressent de plein fouet alors que son fournisseur d'électricité lui a annoncé «un doublement de prix», témoigne-t-il sur un marché francfortois. Au sein de son ménage urbain à la recherche d'un habitat plus grand, après la naissance de jumeaux, la mère, Lena Wendland, se dit «confrontée aux prix élevés du logement» qui «font un peu peur». «On ne sait pas où tout cela va nous mener», abonde Simon, un des bébés de trois semaines emmitoufflé dans son manteau. Energie, fruits, légumes et autre pâte à papier sans parler des loyers, les prix flambent en Allemagne, comme dans la plupart des pays européens, avec pour résultat une inflation avoisinant 5% en rythme annuel, du jamais-vu depuis près de 30 ans. Du coup, la presse populaire tire à boulets rouges sur la Banque centrale européenne, dont la politique des taux maintenus au plus bas – pour soutenir l'économie – est traditionnellement perçue en Allemagne comme une cause de



• **La présidente de la BCE, Christine Lagarde, est affublée par le quotidien à grand tirage «Bild», du sobriquet de «Madame Inflation», qui «porte des vêtements Chanel» mais «se moque du sort des retraités, salariés et épargnants». TDG**

la hausse des prix et de la «ruine» des épargnants.

Hantés par l'inflation

La poussée d'inflation est-elle passagère ou va-t-elle durer? Telle est la question qui taraude les esprits. De grands banquiers allemands ne croient pas à un scénario optimiste et invitent la BCE à vite réagir. «Il y a de plus en plus d'indications que cette poussée des prix n'est pas de nature temporaire et que nous devons vivre avec au-delà de cette année», déclare

Manfred Knof, patron de Commerzbank. Les habitants de la première économie européenne restent hantés par les grandes crises inflationnistes des années 1920 et 1970, faisant que «la peur de l'inflation infuse dans leur lait maternel», explique à l'AFP Carsten Brzeski, économiste chez ING. Dans un pays où la «Bundesbank» était vénérée jadis pour son combat acharné contre les prix élevés, la politique généreuse de la BCE passe mal.

(AFP)

Suisse

La hausse des prix de l'immobilier a battu des records

Selon la plateforme RealAdvisor, les prix des appartements ont augmenté de 5,2% au cours des neuf premiers mois de l'année, et ceux des villas de 6,2%. Mais la situation se stabilise.

Les prix de l'immobilier résidentiel suisse ont connu en 2021 une hausse des prix parmi les plus fortes de ces dernières années. Au cours des neuf premiers mois, cette hausse a atteint 5,2% pour les appartements en PPE et 6,2% pour les villas, rapporte RealAdvisor dans son baromètre trimestriel. Selon la plateforme d'estimation immobilière, si l'augmentation a ralenti au troisième trimestre, pour se stabiliser à 1% (moyenne suisse), la tendance n'en reste pas moins à la hausse. Pour les appartements en PPE, c'est dans les grandes villes que la hausse a été la plus marquée au cours des neuf premiers mois, comme à Lausanne (+5,1%), Zurich (+5,7%) et Genève (+6,2%). Au troisième trimestre, le marché s'est en revanche contracté. Seule la région genevoise a connu encore une hausse marquée (+1,5%), devant Schaffhouse (+1,2%) et Zoug (+0,9%). La hausse des prix pour les maisons individuelles a, elle, continué à dépasser 1% dans la plupart des agglomérations au troisième



trimestre, avec Schaffhouse (+2,3%) et à Genève (+1,8%) en tête.

Offre en baisse constante

«Cette augmentation constante des prix, même si elle affiche ce trimestre un rythme plus modéré, atteste d'une demande qui reste forte. Mais elle signale aussi une offre qui tend à se contracter toujours plus. Au cours des douze derniers mois, le stock des objets disponibles sur le marché a en effet décliné de 7 à 8% en moyenne nationale», relève Jonas Wiesel, cofondateur de RealAdvisor, cité dans le communiqué. Le nombre d'appartements

en vente a surtout baissé à Bienne (-31%), Zoug (-26%) et Lausanne (-23%). Sur le marché des villas, la baisse du nombre d'objets sur le marché est encore plus notable, principalement à Zoug (-58%), Neuchâtel (-45%), Schaffhouse (-38%) ou Genève (-28%). «Cette situation devrait contribuer à soutenir les prix dans les agglomérations et continuer à impacter les communes avoisinantes», écrit RealAdvisor. «Pour devenir propriétaires, leurs habitants devront choisir entre se replier sur un appartement ou se déplacer vers des communes plus éloignées.»

(comm/egr)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Des placements à long terme pourront être effectués avec profit aujourd'hui. Par contre, n'espérez pas réaliser de très bonnes opérations boursières. Vous devrez vous méfier des transactions hasardeuses.

Taureau En affaires, la chance sera à vos côtés, avec cet aspect de Saturne. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation. En ce qui concerne vos placements, tournez-vous vers l'étranger ; vous ne le regretterez pas. En revanche, les jeux de hasard ne seront guère favorisés pour l'instant.

Gémeaux Vous pourrez améliorer votre pouvoir d'achat. Grâce à une gestion très saine de vos finances, vous ferez fructifier vos ressources. Vous pourriez aussi bien obtenir une quelconque prime importante.

Cancer Soyez très prudent dans vos dépenses si vous voulez éviter des surprises désagréables ; vous risquez, en effet, de vous laisser entraîner à mener un train de vie nettement au-dessus de vos réelles possibilités.

Lion Il est possible qu'une occasion de placement à long terme se présente à vous aujourd'hui. Réfléchissez bien avant de vous lancer. Mais n'hésitez pas si tous les facteurs vous paraissent favorables. En tout cas, vos chances seront nettement meilleures aujourd'hui que jusqu'ici.

Vierge La Lune en cet aspect vous incitera à vous lancer dans des spéculations audacieuses non dénuées d'intérêt et de rendement. Elle vous protégera et vous permettra de vivre sans trop de préoccupations matérielles.

Balance Un vent favorable soufflera sur vos finances. L'argent vous affluera de toutes parts. Mais vous devrez encore et toujours faire preuve de prudence : ne faites pas de dépenses somptuaires !

Scorpion Ne vous lancez pas ce jour dans des opérations financières trop audacieuses : les influx n'y seront pas favorables. Au lieu de n'en faire qu'à votre tête, écoutez plutôt les conseils avisés de certains de vos proches.

Sagittaire Avec cet aspect de Pluton, vous pourrez gérer votre budget sans trop de souci. Mais vous devrez tout de même rester assez vigilant à cause de Neptune, qui pourra vous brouiller les idées et vous pousser à prendre des décisions inadaptées.

Capricorne Vous préférerez remplir votre bas de laine et vous aurez raison. L'heure sera à l'économie. Pour certains natifs, dépenses imprévues et importantes ; pour d'autres, des complications apparemment inextricables à propos d'un héritage, d'une succession, ou de tout ce qui touche le patrimoine.

Verseau Ne vous laissez pas abuser par des marchands d'illusions qui vous promettent des emplois bidons, des panacées pour tous les maux, ou des régimes amaigrissants miracles. Par les temps qui courent, il est difficile de ne pas être crédule.

Poissons Faites preuve d'une extrême prudence aujourd'hui pour ne pas vous laisser gruger. Méfiez-vous particulièrement des gens bien habillés et bien polis qui se présenteront chez vous en se réclamant d'une religion ou d'une congrégation quelconque. Ces "missionnaires" ne chercheront vraiment pas à sauver votre âme - elle n'a d'ailleurs pas besoin d'être sauvée ! - mais essaieront de vous soutirer de l'argent à brève échéance.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET
DEMOGRAPHIQUES

PROJET D'HARMONISATION ET D'AMELIORATION DES STATISTIQUES
EN AFRIQUE DE L'OUEST (PROJET PHASAO P 169265)

SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE CABINET)

Financement : IDA/Crédit 6578-TG, Grant D585-TG en date du 18 mai 2020

MISSION DE MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME DU GUICHET UNIQUE
DE DEPOT DES ETATS FINANCIERS (GUDEF)

Financement : IDA/Crédit 6578-TG, Grant D585-TG en date du 18 mai 2020

AMI N° 002 / PPM 2021/RP/MPDC/INSEED/PRMP/PHASAO du 04 novembre 2021
STEP/MSCI

- Le Gouvernement de la République Togolaise a reçu un Financement de **treize millions (30 millions USD (Moitié Prêt, moitié Dons))** de dollars, de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Crédit/Don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « **Mission de mise en place de la plateforme du guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF)** ».
- Les Services de consultant ("les Services") :
La mission consiste à développer un système informatique permettant de collecter et d'analyser les états financiers annuels des entreprises et les déclarations de revenus des personnes physiques assujetties aux obligations fiscales au Togo, via un guichet unique virtuel
Les objectifs spécifiques sont les suivants :
La réalisation du projet se fera en respectant les normes en vigueur en matière du développement d'application et de sécurité des services web et mobiles selon des objectifs spécifiques suivants :
 - Analyser les besoins et concevoir l'architecture cible du système ;
 - Développer la plateforme unique de collecte et d'analyse des états financiers annuels des entreprises et des déclarations de revenus des personnes physiques assujetties aux obligations fiscales au Togo ;
 - Garantir l'unicité, l'authenticité, l'homogénéité et la comparabilité des états financiers annuels collectés ;
 - Centraliser le dépôt des états financiers annuels des entreprises et les déclarations de revenus des personnes physiques assujetties aux obligations fiscales au Togo ;
 - Permettre aux principaux partenaires (BCEAO, CNSS, INSEED, OTR, Greffe du Tribunal du Commerce, API-ZF etc.) et aux autres utilisateurs, d'accéder de façon sécurisée aux données collectées dans des formats utilisables pour ces derniers ;
 - Permettre aux membres de l'ONECCA de recevoir en temps réel les états financiers de leurs clients, de faire des observations et/ou de les viser électroniquement avant leur transmission à l'administration fiscale par le contribuable ;
 - Permettre aux comptables salariés d'entreprise de viser et de déposer les états financiers ;
 - Permettre à toute personne physique ou morale habilitée par l'Etat de recevoir en temps réel les états financiers de leurs clients, de faire des observations et/ou de les viser électroniquement avant leur transmission à l'administration fiscale par le contribuable ;
 - Permettre aux personnes physiques de déposer leurs déclarations de revenus ;
 - Permettre l'analyse et la fouille des données recueillies pour orienter les contrôles fiscaux, faire des traitements et des simulations ;
 - Permettre l'interfaçage facile et l'interopérabilité avec les autres logiciels et applications de l'OTR.
- La durée de la mission s'étalera sur une période de vingt (20) mois de manière progressive.
- Le Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération/ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)/Unité de Gestion du Projet PHASAO invite les firmes de consultants (« Consultants ») éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises, les preuves trois (03) marchés similaires exécutés au cours des dix (10) dernières années. Il serait souhaitable de joindre également les références des clients, les brochures, et prospectus ou toute autre documentation présentant la firme.

Les consultants devront joindre à leurs manifestations d'intérêt les autres documents suivants :

- Pour les candidats communautaires (UEMOA) :
 - ✓ L'original de la Carte d'Immatriculation Fiscale ou toute pièce équivalente en cours de validité ;
 - ✓ Un (1) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
 - ✓ Une (1) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
 - ✓ Le Quitus fiscal datant de moins d'un (01) an ou l'attestation de régularité fiscale datant de moins de trois (03) mois ;
 - ✓ Une (1) attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;

- ✓ Une (1) attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- ✓ Un (1) Quitus social datant de moins de six (06) mois ;
- ✓ Une (1) attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.

- Pour les candidats étrangers :
 - ✓ Un (1) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
 - ✓ Une (1) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois dans le pays d'origine du candidat ;
 - ✓ Une (1) attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011).

NB : « A l'exception du quitus fiscal, de l'attestation de régularité fiscale et de l'attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation qui doivent être fournis en original, les autres pièces peuvent être des copies légalisées ».

- Les critères de sélection du cabinet sont les suivants :

Le prestataire recherché est un cabinet expérimenté dans l'analyse, la conception, le développement et l'implémentation d'applications web OLTP et OLAP. Il doit satisfaire aux critères de qualification suivants :

Il doit disposer d'au moins dix (10) ans d'expérience dans les projets de développement d'applications Web et avoir une connaissance avérée couvrant les aspects suivants : (i) Gestion de Projet ; (ii) Analyse et conception (UML, BPMN, etc.) ; (iii) Développement Front End (HTML, CSS, Bootstrap, JavaScript, JQuery, Angular, etc.) et Back End (.Net, Java, PHP, SQL, etc.) ; (iv) Intégration d'applications (ESB) et Services web (SOAP, Rest) ; (v) Intégration continue, déploiement continu ; (vi) Méthodes agiles ; (vii) Base de données relationnelles (MS SQL, ORACLE, POSTGRESQL, etc.) et NoSQL (MongoDB, Cassandra, HBase, etc.) ; (viii) Modélisation multidimensionnelle et implémentation d'entrepôt de données ; (ix) ETL, Cube OLAP, Reporting, Data Mining ; (x) Formation et déploiement d'applications ; (xi) Amélioration continue.

Il devrait également disposer de solides expériences dans l'accompagnement des réformes des administrations fiscales, dans le domaine de la gestion d'entreprise (comptabilité financière, analyse financière, contrôle de gestion, etc.), dans le développement de plateformes informatiques de collecte des états financiers dans les pays en voie de développement en général, en Afrique et plus particulièrement dans l'Espace UEMOA et avoir des certifications d'entreprises (assurance qualité ISO 9001,...) et des certifications partenaires (Microsoft, Oracle, etc.).

Il doit, en outre, avoir réalisé au moins trois (03) marchés similaires au cours des dix (10) dernières Années.

- Les consultants intéressés par la mission sont invités à porter leur attention sur les dispositions des paragraphes 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant un FPI de novembre 2020, qui décrivent les politiques de la Banque Mondiale sur les conflits d'intérêt liés aux Services de Consultants.
- Une liste restreinte des consultants présentant au mieux les qualifications requises sera constituée. Et un consultant sera sélectionné suivant la méthode de « Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) » telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés.
- Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. En cas de groupement, tous les membres du groupement seront solidairement et conjointement responsables pour le contrat dans son intégralité, si sélectionné.
- Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (**notamment les termes de référence**) à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures suivantes : de lundi à vendredi de 9h à 12 h et de 15h à 17 h (heures locales) ou par courrier électronique ou sur les sites web : www.otr.tg ou www.inseed.tg (<https://webmail.inseed.tg>)
- Les manifestations d'intérêt, rédigées en français, doivent être déposées en trois (03) exemplaires (1 original + 2 copies) à l'adresse suivante (en personne, par courrier ou par courrier électronique), **au plus tard le 21 décembre 2021 à 16 heures précises, heure locale** :

MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET
DEMOGRAPHIQUES (INSEED)

A l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics
Secrétariat Particulier du Coordonnateur du Projet PHASAO
Unité de Coordination du Projet PHASAO sise l'INSEED,
sis à 59 Rue de la Kozah, Immeuble INSEED-CENETI, 2^{ème} Etage,
Porte S.206, Lomé-Togo, Tél. (00228) 70 69 28 42/22 21 62 24/22 21 87
E-mail : ugpphasaotogo@gmail.com et ugpphasao@inseed.tg

Lomé, le 04 novembre 2021

La Personne Responsable des Marchés Publics



Football

Gbikinti FC de Bassar a de nouveaux dirigeants

La nouvelle équipe dirigeante de Gbikinti FC a été mise en place le samedi 6 novembre 2021 à Bassar, à l'issue d'une assemblée générale électorale.



● Bernard AFAWOUBO

Évoluant à ce jour en seconde division, Gbikinti FC de Bassar a une nouvelle équipe dirigeante. Cette équipe a été mise en place le samedi 6 novembre 2021 à Bassar. C'était à l'issue d'une assemblée générale électorale qui s'est tenue en présence de plusieurs cadres natifs de la préfecture, des représentants de clubs amis, des représentants de la fédération togolaise de football ainsi que plusieurs autres acteurs locaux de la discipline. Le préfet de Bassar, le colonel Bonfo Faré, a relévé les moments tumultueux qu'a connus Gbikinti FC de Bassar, qui pour lui, font partie intégrante de la vie de tous les jours. « L'idéal, est de savoir gérer les émotions et de rebondir », a-t-il indiqué. Pour lui, le football reste un facteur inaliénable de cohésion, d'unité des peuples et de développement socioculturel, des idéaux qu'épousent les plus hautes autorités du pays. Après les travaux préparatoires dits, les assises ont mis en place un nouveau bureau composé de 12 membres et dirigé par GBATI Komi, et ce pour 4 ans renouvelable. Le nouveau président qui dit mesurer la tâche qui l'attend, a promis de faire de son mieux pour oeuvrer, ensemble avec son équipe, afin de ramener la sérénité et relancer le football dans la préfecture. Il a appelé les

acteurs et tous les natifs à le soutenir dans sa mission, car pour lui, « un seul doigt ne saurait puiser les grains de maïs dans une assiette ». Il a rendu un hommage aux membres du bureau sortant, aux cadres, aux anciens présidents du Club, au public sportif de Bassar, aux sympathisants et à ceux qui, de loin ou de près, portent Gbikinti FC, dans leur cœur. Pour sa part, Mosso GNANDI, Représentant de la fédération togolaise de football (FTF) a félicité au nom de son président, tout le public sportif de Bassar, les dirigeants, les joueurs, les supporters et les sympathisants de Gbikinti FC, pour la tenue de cette Assemblée Générale qui doit permettre à ce Club de repartir sur de nouvelles bases et de continuer d'apporter sa touche pour le développement du football togolais. Il a rappelé aux acteurs du football de Bassar, les vertus cardinales du fairplay avant de les convier à la cohésion, seul moyen pour lui, de propulser l'évolution de leur Club. Clôture des travaux au nom du Préfet de Bassar, NAD-



JOMBE Napo, secrétaire général de la préfecture, a félicité le nouveau bureau élu et exhorté les cadres et tous les fils et filles Bassar, à une franche collaboration avec le bureau, en vue du succès du Club. Il a convié tous les acteurs de football de Bassar à se mettre vite au travail pour relancer le club. « Le succès de demain, est le fruit des efforts d'aujourd'hui », a-t-il souligné avant de promettre le soutien inconditionnel des autorités locales au club. Par ailleurs, afin de résorber les nombreux problèmes organisationnels constatés, il a été mis en place un conseil de surveillance de neuf membres, ayant pour mission essentielle, d'appuyer le bureau élu dans ses tâches. Le Club de Gbikinti de Bassar qui a fait partie des clubs du Togo ayant fait la gloire du football togolais au plan national et international durant les années 80, évolue à ce jour en seconde division. La faute certainement aux nombreuses incompréhensions internes qui se sont emparées de l'équipe dirigeante ces dernières années.

Liga

Xavi dévoile son plan pour redorer le blason du FC Barcelone

Lors de sa conférence de présentation, le nouveau coach du FC Barcelone a dévoilé ce qu'il compte mettre en place pour redresser son club de cœur.

Le début d'une ère glorieuse ? C'est en tout cas ce qu'espèrent les supporters du FC Barcelone, qui voient en Xavi Hernandez un potentiel Pep Guardiola bis. Défenseur convaincu du jeu de position et maître à jouer de l'équipe de l'actuel coach de Manchester City pendant les plus belles années de l'histoire récente du club, l'ancien numéro 6 barcelonais faisait ses premiers pas dans son ancien, et nouveau, stade. À l'occasion d'une présentation ouverte au public, qui a accueilli le Catalan à bras ouverts, il a pu tenir ses premiers mots devant les journalistes catalans. Le natif de Terrassa a notamment dévoilé ce qu'il prépare pour remettre le club là où il doit, selon lui, être. « J'ai une idée très claire, avec de l'exigence, des règles, travailler à fond, et convaincre les joueurs pour obtenir des résultats. On nous jugera sur les résultats, mais on va essayer de bien jouer pour que les résultats arrivent. Mon but, c'est d'aider les joueurs. Il y en a qui ont la pression, je le vois depuis l'extérieur. On va les aider sur le plan personnel et professionnel. On doit être plus professionnels que jamais, il faut améliorer ça. On travaillera très dur. C'est un projet sur le moyen-long terme », a lancé le Catalan.

Retrouver une équipe agressive

OL

Le message de Jérôme Boateng

Dimanche soir, l'Olympique Lyonnais s'est fait complètement détruire par le Stade Rennais (1-4). Dominés à tous les niveaux, les joueurs de Peter Bosz se sont inclinés sur le score de 4-1.

Et encore, le tableau d'affichage est flatteur, tant les Bretons ont eu les occasions pour marquer plus de buts. Face à cette énorme contre-performance, Jérôme Boateng a tenu à envoyer un message aux supporters. « Ce n'est pas du tout la façon dont nous voulions aborder la pause internationale. Nous sommes vraiment désolés pour nos fans à propos d'hier. Nous devons grandir et rester soudés



● Xavi Hernandez avec Joan Laporta lors de la présentation du coach au Camp Nou ©Maxppp

Lors de ses différentes réponses, Xavi Hernandez a beaucoup insisté sur la notion d'équipe, et sur la volonté de créer un véritable groupe autour d'une idée de jeu. « On veut être très intenses, agressifs et récupérer le ballon dans la moitié de terrain de l'adversaire. On veut être une équipe qui donne tout sur le terrain. Je veux jouer avec des ailiers très ouverts. On a de quoi faire des variantes pour utiliser des systèmes différents. [...] On doit être un bloc. Que tout le monde soit à l'aise en défense comme en attaque. J'ai une très bonne relation d'amitié avec les capitaines. Il y a des moments où ça ne se passera pas comme prévu et ils doivent avoir ce leadership, on leur donnera beaucoup de pouvoir. [...] Plus que le système, c'est l'idée qui compte, le modèle. Presser haut, ne pas spéculer, créer plus d'occasions que l'adversaire. A Al-Sadd on

jouait en 3-4-3 parce qu'on dominait beaucoup, ici, on peut commencer sur un 4-3-3 et ensuite passer en 3-4-3 ou en 3-5-2 », a ajouté le nouveau coach blaugrana. Il a aussi été interrogé sur le timing de son arrivée, lui qui avait déjà refusé le poste par le passé. « Les deux premières fois, en janvier, on ne le sentait pas, j'avais besoin de plus de marge, sur le plan familial comme professionnel. Ensuite, ce fut en été, il y avait des élections, et beaucoup de doutes, ce n'était pas le meilleur moment. Ensuite, Joan m'a appelé, c'est le meilleur président de l'histoire du Barça pour moi, et c'était le moment ». S'il a refusé les comparaisons avec Guardiola, qu'il a tout de même encensé, et n'a pas vraiment voulu parler mercato, Xavi promet déjà du spectacle aux supporters barcelonais !

Avec footmercato.net



en tant qu'équipe et travailler dur pour fournir les efforts nécessaires sur le terrain. Je crois en la force de cette équipe et des joueurs, mais si nous ne nous donnons pas à 100% à chaque match, il

nous sera difficile d'atteindre nos objectifs dans cette Ligue 1 si forte. Continuons à travailler. On se voit après la pause, les Lyonnais ! »

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

SHARP

Be Original.

PROMOTION DE FIN D'ANNEE

REMISE DE 20% à 40%

Disponible partout au togo

Du **25 Oct** au
31 Déc



CMJN

ROCH
live smarter



REMISE DE 20% à 40% MEGA

PROMO

Disponible partout au Togo

Du 25 Oct au 31 Dec

